

MARCHES PUBLICS DE SERVICE

MARCHE EN PROCEDURE ADAPTEE

OBJET DU MARCHE
ACCORD-CADRE PORTANT SUR LA FOURNITURE DE PRESTATIONS DE TRAITEUR ET DE PLATEAUX REPAS

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

ARTICLE 1. Objet	4
ARTICLE 2. Périmètre d'application du marché	4
ARTICLE 3. Allotissement	4
ARTICLE 4. Forme du marché	4
4.1. Dispositions générales	4
4.2. Titulaire de rang 1 et titulaire de rang 2	5
ARTICLE 5. Durée du marché	5
ARTICLE 6. Montant estimatif et montant Maximum	5
6.1. Montants estimatifs :	5
6.2. Montants maximums	5
ARTICLE 7. PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
8.1. Représentant des parties	6
8.1.1. Représentant de l'INSERM	6
8.1.2. Représentant du titulaire	6
ARTICLE 9. OBLIGATIONS DU titulaire	6
9.1. Obligation de conseil et d'information	6
9.2. Obligation de confidentialité	7
9.3. Obligations d'information de modifications affectant le titulaire	7
9.4. Obligations réglementaires	7
9.5. Responsabilités du titulaire	8
9.6. Conflit d'intérêt	8
ARTICLE 10. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
ARTICLE 11. REGIME FINANCIER	9
11.1. Forme des prix	9
11.2. REVISION DES PRIX	9
11.3. Emission des bons de commande	11
11.4. Punch out	11
11.5. Annulation de la commande	12
11.6. Avance	12
11.6.1. Principe de versement d'une avance	12
11.6.2. Taux de l'avance	12
11.6.3. Modalités de versement de l'avance	13
11.7. Facturation et paiement	13
11.7.1. Acomptes	13
11.7.2. Modalités de facturation	13
11.7.3. Transmission de la facture	14

11.8. Délai de paiement	14
11.8.1. <i>Délai de paiement</i>	14
11.8.2. <i>Intérêts moratoires</i>	14
11.9. Ordonnateurs de la dépense et comptables assignataires	15
ARTICLE 12. MODIFICATIONS	15
12.1. Modification du marché	15
12.2. Modifications mineures relatives au titulaire	15
12.3. Changement de titulaire	15
ARTICLE 13. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT	16
13.1. Considérations générales	16
13.2. Modalités de livraison écoresponsables	18
13.3. Gestion des déchets issus des prestations du marché	19
13.4. Information des convives sur la qualité environnementale des prestations	19
13.5. Clause sociale d'insertion – recours aux prestataires ESAT/EA	20
ARTICLE 14. PENALITES	20
14.1. Pénalités pour retard	20
14.2. Pénalités pour livraison incomplète ou non-conforme aux exigences du marché	21
14.3. Pénalité pour retard de transmission des statistiques	21
14.4. Pénalité pour non-respect des obligations relative à la clause environnementale	21
14.5. Pénalité en cas de non-respect de la clause sociale d'insertion	21
14.6. Plafonnement des pénalités	21
14.7. Procédure d'agrément	22
14.8. Modalités de paiement des sous-traitants	22
ARTICLE 15. Assurance RESPONSABILITE CIVILE	23
ARTICLE 16. RESILIATION	23
ARTICLE 17. DIFFERENDS – LITIGES	23
ARTICLE 18. DEROGATIONS AU CCAG-FCS	24

ARTICLE 1. OBJET

Le présent marché a pour objet la fourniture de prestations de traiteur et de plateaux repas sur Paris et ses communes limitrophes.

ARTICLE 2. PERIMETRE D'APPLICATION DU MARCHE

Le présent marché est passé au bénéfice des structures suivantes de l'Inserm :

- Le siège de l'Inserm ;
- Les trois délégations régionales parisiennes de l'Inserm (Paris-centre-nord, Paris-centre-Est et Paris sud) et laboratoires qui y sont rattachés ;
- L'Agence nationale de la recherche sur le sida et les maladies infectieuses émergentes (ANRS-MIE).

De ce fait, est habilitée à passer commande au titulaire toute entité ou laboratoire rattachés administrativement à l'une de ces cinq structures de l'Inserm.

L'INSERM se réserve le droit de ne pas recourir au présent marché dans le cas de l'organisation de séminaires.

ARTICLE 3. ALLOTISSEMENT

Le marché est alloti de la manière suivante :

Lot 1 : Café d'accueil, pauses-café et pâtisseries

Lot 2 : Prestations de plateaux repas individuels.

Lot 3 : Prestations de traiteur (cocktails et buffets)

ARTICLE 4. FORME DU MARCHE

4.1. DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché est un accord-cadre qui s'exécute par l'émission de bons de commande en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il comprend des prestations à prix unitaires exécutées au moyen de bons de commande.

L'accord-cadre est également multi-attributaire pour chaque lot. Il est conclu d'une part entre l'Inserm et un titulaire de rang 1, et d'autre part entre l'Inserm et un titulaire de rang 2 pour chaque lot.

4.2. TITULAIRE DE RANG 1 ET TITULAIRE DE RANG 2

Le titulaire de premier rang est le soumissionnaire ayant été classé en première position à l'issue de l'analyse des offres avec lequel le marché a été signé et auquel le marché a été notifié. Il assure l'exécution des prestations de l'accord-cadre à compter de sa date d'effet.

Le titulaire de second rang, est le soumissionnaire ayant été classé en deuxième position à l'issue de l'analyse des offres avec lequel le marché a également été signé. Il assurera l'exécution de l'accord-cadre dans l'hypothèse de la résiliation du présent accord-cadre aux torts du titulaire de premier rang après notification du marché.

ARTICLE 5. DUREE DU MARCHÉ

L'accord-cadre prend effet à compter de la date indiquée dans le courrier de notification du marché pour une durée d'un an.

Il est reconductible tacitement à sa date anniversaire sans que sa durée totale ne puisse excéder 48 mois. Le titulaire ne pourra s'opposer à la reconduction du marché public.

La non-reconduction prend la forme d'une décision écrite de l'Inserm adressée en recommandé avec accusé de réception au titulaire au moins deux mois avant la fin de chaque période contractuelle.

ARTICLE 6. MONTANT ESTIMATIF ET MONTANT MAXIMUM

6.1. MONTANTS ESTIMATIFS :

A titre indicatif, les montants estimatifs sont de :

Lot 1 : 100 000 € HT annuels soit 400 000 € HT toutes reconductions comprises

Lot 2 : 80 000 € HT soit 320 000 € HT toutes reconductions comprises

Lot 3 : 100 000 € HT soit 400 000 € HT toutes reconductions comprises

6.2. MONTANTS MAXIMUMS

Les montants maximums des lots du marché sont :

Lot 1 : 300 000 € HT annuels soit 1 200 000 € HT toutes reconductions comprises

Lot 2 : 250 000 € HT annuels soit 1 000 000 € HT toutes reconductions comprises

Lot 3 : 300 000 € HT annuels soit 1 200 000 € HT toutes reconductions comprises

ARTICLE 7. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du

-FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe le bordereau de prix unitaire (BPU);
- Le présent cahier administratif des clauses particulières (CCAP);
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG-FCS) issu du décret du 30 mars 2021.
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>
- L'offre du titulaire
- Le catalogue restreint tarifé du titulaire

Toute disposition figurant dans les documents complétés par le titulaire et contraire aux clauses du présent CCAP, du CCTP ou du CCAG-FCS est réputée non écrite.

En cas de contradiction entre le présent CCAP et le CCAG-FCS, le CCAP prévaut pour l'obligation en cause.

ARTICLE 8. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1. REPRESENTANT DES PARTIES

8.1.1. REPRESENTANT DE L'INSERM

Conformément à l'article 3.3 du CCAG-FCS, dès la notification du marché le Représentant de l'Inserm désigne une personne habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'Inserm en cours d'exécution du marché. L'Inserm notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

8.1.2. REPRESENTANT DU TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS, dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès de l'Inserm, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

9.1. OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde, relative aux prestations du marché. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un écrit qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire est tenu de signaler à l'Inserm tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

9.2. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Inserm, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Par dérogation à l'article 5.1.1 du CCAG-FCS, le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a reçu communication de renseignements, documents ou objets quelconques, bien qu'ils n'aient pas été signalés comme présentant un caractère confidentiel, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité qui s'imposent à lui pour l'exécution des contrats, en s'assurant du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

9.3. OBLIGATIONS D'INFORMATION DE MODIFICATIONS AFFECTANT LE TITULAIRE

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS le titulaire est tenu de notifier immédiatement à l'Inserm avec présentation de pièces justificatives, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- à ses coordonnées bancaires ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

et généralement toutes les modifications importantes qui se rapportent au fonctionnement de l'entreprise.

9.4. OBLIGATIONS REGLEMENTAIRES

Le titulaire est tenu de produire les pièces mentionnées à l'article [D8222-5](#) ou [D8222-7](#) du Code du travail tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

La fourniture de ces pièces peut s'effectuer de manière dématérialisée sur la plate-forme gratuite <http://www.e-attestations.com/fr/>.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

9.5. RESPONSABILITES DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

9.6. CONFLIT D'INTERET

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'Inserm toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

ARTICLE 10. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les opérations de vérification portent sur la nature, la qualité et les quantités des prestations fournies. Elles visent à s'assurer de la conformité des produits livrés avec les spécifications de l'accord-cadre.

Les vérifications qualitatives et quantitatives, conduites en vue de l'admission des prestations, sont réalisées conformément aux article 27 à 30 du Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG-FCS).

Elles sont effectuées au moment de la livraison par le représentant du service commanditaire habilité à signer le bon de livraison. Ces contrôles portent sur l'ensemble des éléments constitutifs de la prestation, y compris, le cas échéant, les matériels et le personnel mobilisé.

Un second contrôle est réalisé à l'issue de la prestation, notamment lors de l'enlèvement des déchets. À l'issue de ces opérations, le représentant du service ayant passé commande prononce la réception des prestations, laquelle conditionne le déclenchement du paiement.

ARTICLE 11. REGIME FINANCIER

11.1. FORME DES PRIX

L'accord-cadre est conclu à prix unitaires, exprimés en euros hors taxes.

Les prix sont fixés dans le bordereau des prix unitaires (BPU), annexé à l'acte d'engagement (annexe 1).

Les prix inscrits dans le BPU constituent des prix plafonds. Le titulaire peut proposer, à tout moment pendant l'exécution de l'accord-cadre, des tarifs inférieurs à ceux du BPU.

11.2. REVISION DES PRIX

Pour les prestations obligatoires du BPU :

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, les prix sont fermes pendant la première période contractuelle puis révisables annuellement à la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les prix (P) sont révisés par l'application de la formule suivante :

$$P = Po (0,125 + 0,875 * (0,45 * Ms/Mso) + (0,40 * Al/Alo) + (0,15 * Tr/Tro))$$

Dans laquelle :

P = prix révisé

Po = prix initial du marché

Ms : Indice INSEE mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Hébergement, restauration [Identifiant 001565191], à la date d'anniversaire du marché moins cinq mois

Mso : Même indice au mois de remise des offres

Lien vers l'indice : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565191#Revision>

Al : Indice INSEE des prix à la consommation - Ensemble des ménages - France - Alimentation : Produits frais [Identifiant 001759964], à la date d'anniversaire du marché moins 2 mois

Alo : même indice au mois de remise des offres

Lien vers l'indice : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001759964>

Tr : Indice INSEE des prix à la consommation - Ensemble des ménages - France - Services : Transports [Identifiant 001763863], à la date d'anniversaire du marché moins 2 mois

Tro : même indice au mois de remise des offres

Lien vers l'indice : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001763863>

Le titulaire adresse à l'Inserm ses nouveaux tarifs révisés au minimum trente jours avant leur date de mise en application à l'adresse : achat@inserm.fr.

L'Inserm dispose d'un délai de vingt jours calendaires à compter de la réception des nouveaux tarifs pour faire part au titulaire de son éventuel désaccord.

L'Inserm se réserve la possibilité, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, de résilier sans indemnité le présent marché après un préavis d'un mois, en cas d'augmentation annuelle des prix supérieure à 3%.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

Pour les prestations optionnelles du BPU :

Conformément à l'article 10.1.1 du CCAG-FCS, les prix sont révisables au maximum deux (2) fois par an.

Le titulaire adresse à l'Inserm ses nouveaux tarifs révisés au minimum trente jours avant leur date de mise en application à l'adresse : achat@inserm.fr

L'Inserm dispose d'un délai de vingt jours calendaires à compter de la réception des nouveaux tarifs pour faire part au titulaire de son éventuel désaccord.

Si l'Inserm ne manifeste pas d'opposition aux nouveaux prix, leur application sera effective à compter de la date anniversaire du présent accord-cadre.

L'Inserm se réserve la possibilité, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS, de résilier sans indemnité le présent marché après un préavis d'un mois, en cas d'augmentation annuelle des prix supérieure à 3%.

Pour le cas où les dispositions décrites ci-avant ne seraient pas respectées, le nouveau tarif ne sera pas opposable, le tarif en vigueur demeurant valable.

Au démarrage du marché et à chaque changement de tarifs, le titulaire remet dans un délai de 5 jours ouvrables un document au format PDF contenant un descriptif de chacune des prestations proposées ainsi que leur dénomination (ex. : une diapositive par plateau, décrivant la composition du plateau, le nom du plateau et le prix Inserm).

11.3. **EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

Le titulaire est tenu de fournir, pour chaque prestation sollicitée par l'INSERM, un devis conforme aux stipulations du marché. La demande d'exécution de la prestation sera confirmée par l'émission d'un bon de commande.

Chaque bon de commande émis est signé ou validé par l'ordonnateur de l'INSERM concerné (ou son représentant dûment habilité) et transmis par courriel au titulaire, qui doit en accuser réception.

Les bons de commande ont une durée de validité allant de leur date d'émission jusqu'à l'admission définitive des prestations qui y sont rattachées. Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire à compter de la prise d'effet de l'accord-cadre et jusqu'à l'expiration de sa durée de validité. À l'issue de cette période, aucun nouveau bon de commande ne pourra être émis.

Les bons de commande émis avant la date d'expiration de l'accord-cadre, dont l'exécution se poursuit au-delà de cette date, doivent être exécutés intégralement par le titulaire. La durée maximale d'exécution des bons de commande est fixée à deux (2) mois après la fin de l'accord-cadre.

Les bons de commande sont établis sur la base des prix prévus à l'annexe financière du présent accord-cadre.

Les bons de commande portent obligatoirement les mentions suivantes :

- la référence au présent accord-cadre (objet et numéro) ;
- la nature et la quantité des prestations commandées ;
- le(s) intervenant(s) dédié(s) pour l'exécution des prestations et leurs coordonnées de contact ;
- les prix des prestations HT et TTC tels que prévus dans l'annexe financière à l'acte d'engagement ;
- les modalités d'exécution telles que :
 - la date de livraison,
 - l'adresse exacte de livraison.
- Le numéro de Siret : Identifiant de la délégation régionale Inserm
- Le code service : permet d'identifier le service concerné par la facture
- Le numéro d'engagement : numéro de bon de commande à 10 chiffres commençant par le millésime.

11.4. **PUNCH OUT**

Le titulaire peut proposer la mise en place d'un dispositif de type « punch-out ».

Ce dispositif permet à l'utilisateur de se connecter, depuis l'outil de gestion de l'INSERM, au site internet du titulaire via une connexion sécurisée, d'y constituer un panier d'achat, puis de rapatrier automatiquement les données de ce panier dans l'outil de gestion de l'Inserm.

La présence d'une telle proposition dans l'offre du titulaire sera appréciée favorablement.

11.5. ANNULATION DE LA COMMANDE

L'Inserm peut annuler un bon de commande jusqu'à la veille du jour livraison prévu.

L'annulation d'une commande n'est assortie d'aucune indemnité pour le manque à gagner. Mais l'Inserm doit régler les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l'exécution du bon de commande initial.

L'annulation d'un bon de commande est notifiée au titulaire par écrit

Dans l'hypothèse d'un commencement d'exécution de la commande annulée, le titulaire appuie sa demande de paiement en fournissant tous les justificatifs permettant de constater l'état d'avancement des prestations.

11.6. AVANCE

11.6.1. PRINCIPE DE VERSEMENT D'UNE AVANCE

Conformément aux dispositions de l'article R.2191-3 du Code de la commande publique, sauf renonciation du titulaire, une avance lui est accordée lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50.000 euros HT et sa durée d'exécution est supérieure à deux mois.

Le titulaire indique dans l'article B4 de l'acte d'engagement s'il souhaite conserver le bénéfice de l'avance ou y renoncer.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Conformément à l'article L21913 du code de la commande publique, les clauses du marché relatives au taux et aux conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiées en cours d'exécution.

11.6.2. TAUX DE L'AVANCE

C'est l'option B de l'article 11.1 du CCAG qui est retenue.

Lorsqu'en application du code de la commande publique, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance, le taux de l'avance correspond aux taux minimums prévus à l'article R. 2191-7 du code de la commande publique pour les marchés.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article [R. 2151-13](#) du code de la commande publique, le taux minimal de l'avance est porté à **10%**.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct n'est pas une petite ou moyenne entreprise, le taux minimal de l'avance est porté à **5%**.

11.6.3. MODALITES DE VERSEMENT DE L'AVANCE

Le règlement de l'avance interviendra dans les 30 jours à compter de la date de notification du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'effectue conformément aux dispositions des articles R.2191-11 et R.2191-12 du code de la commande publique.

11.7. FACTURATION ET PAIEMENT

11.7.1. ACOMPTES

En application de l'article L. 2191-4 du Code de la commande publique, les prestations donnent lieu à des versements à titre d'acomptes dans les conditions prévues par voie réglementaire, dès lors que les prestations ont commencé à être exécutées.

La demande d'acompte et son versement s'effectuent dans le cadre des articles R.2191-21 et suivants du code de la commande publique et sur la base des prestations effectuées. Les demandes d'acomptes et le solde sont justifiés à partir du constat du service fait.

La périodicité des versements ne peut excéder trois mois conformément à l'article R. 2191-22 du Code de la commande publique. Ce délai est ramené à un mois si le titulaire est une petite ou moyenne entreprise.

11.7.2. MODALITES DE FACTURATION

Pour le paiement, le titulaire adresse une facture correspondant aux prestations fournies, libellée à la structure de l'Inserm indiquée dans le bon de commande.

Elles seront établies après constatation du service fait et devront être accompagnées du bon de livraison.

Elles sont établies en un original, à terme échu.

Chaque facture devra comprendre, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements suivants :

- Le nom et l'adresse complète de la structure Inserm concernée par le marché ;
- L'identification du titulaire émetteur de la facture (nom ou raison social, adresse, numéro SIREN ou SIRET) ;
- le numéro et la date d'établissement de la facture ;
- la désignation de la fourniture ou la description des prestations exécutées et leur prix facturé conformément au marché ;
- le montant hors taxes de la facture ;
- le taux ou le montant de la TVA ;
- le montant T.T.C. de la facture ;
- le numéro du présent marché ;
- la référence du bon de commande ;
- la date de la livraison effective des prestations livrées ;
- le cas échéant les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il figure à l'acte d'engagement.

Les factures ne présentant pas toutes les mentions ci-dessus seront retournées au titulaire pour rectification. Cet envoi interrompra le délai de paiement jusqu'à l'arrivée d'un nouveau document complet.

11.7.3. TRANSMISSION DE LA FACTURE

Conformément à la loi n° 2019-486 du 22 mai 2019 relative à la croissance et la transformation des entreprises et aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et D2192-1, D2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement de manière dématérialisée sur le portail mutualisé de l'Etat, Chorus Pro, à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

Les structures logiques des Siret et du Code Service sont présentes sur le portail Chorus Pro, afin d'assurer un premier acheminement de vos factures vers les utilisateurs concernés.

Le numéro de bon de commande reste nécessaire pour l'étape de rapprochement entre la facture et la commande. Par ailleurs, les documents porteront en zone non obligatoires les références de marché ou de contrats qui permettent leurs rapprochements en l'absence d'un numéro de bon de commande.

11.8. DELAI DE PAIEMENT

11.8.1. DELAI DE PAIEMENT

L'Inserm se libère des sommes dues par virement au compte précisé par le titulaire dans le marché.

Conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, le délai de paiement est de trente (30) jours. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture par la personne publique et sous réserve des dispositions suivantes :

- ✓ prestations reconnues conformes en tous points aux engagements du titulaire.
- ✓ aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

11.8.2. INTERETS MORATOIRES

En application de l'article R. 2192-32 du code de la commande publique, les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement qui est de trente (30) jours et jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

Outre les intérêts moratoires, le défaut de paiement dans le délai de 30 jours fait courir une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement qui est fixée à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours calendaires suivant la mise en paiement du principal.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

11.9. *ORDONNATEURS DE LA DEPENSE ET COMPTABLES ASSIGNATAIRES*

Les coordonnées des ordonnateurs et des comptables assignataires du présent marché sont précisées en annexe 2 de l'acte d'engagement

ARTICLE 12. MODIFICATIONS

12.1. *MODIFICATION DU MARCHE*

La modification des contrats en cours d'exécution est encadré par les articles R.2194-1 à R.2194-10 du Code de la commande publique. Dans tous les cas les modifications envisagées ne doivent pas altérer la nature globale du contrat.

En cas de modification des conditions du marché telles qu'elles nécessitent la conclusion d'un avenant, les nouvelles conditions n'entreront en vigueur qu'à partir de la date de la notification dudit avenant après avis et/ou visa éventuel des instances de contrôle.

12.2. *MODIFICATIONS MINEURES RELATIVES AU TITULAIRE*

Les modifications suivantes qui sont relatives au titulaire sont considérées mineures, de ce fait ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être communiquées dans les plus brefs délais :

- Modification de la dénomination sociale du titulaire ;
- Modification de l'adresse postale du titulaire ;
- Modification du SIRET du titulaire ;
- Modification des coordonnées bancaires du titulaire ;

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l' le service achat de l'Inserm par écrit et communiquer un extrait du registre du commerce et des sociétés mentionnant le changement, dans les plus brefs délais.

12.3. *CHANGEMENT DE TITULAIRE*

Le marché public ne pourra en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou non, sauf accord écrit et préalable de l'Inserm. Le transfert du marché public à la société née de la fusion ou de l'absorption du titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'Inserm.

Dans ces cas, le titulaire doit en informer l'Inserm dans les plus brefs et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché public est cédé :

- Une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de commerce territorialement compétent ;
- Une copie de l'annonce légale ;
- Les attestations fiscales et sociales mentionnées à l'article 8.2 du présent CCAP ;
- Un extrait du registre du commerce et des sociétés originales datant de moins de trois mois faisant apparaître la fusion – absorption de la société titulaire.

La cession du marché public acceptée par l'Inserm fera l'objet d'un avenant conclu entre l'Inserm, la société cessionnaire et la société cédante constatant le transfert du marché public au nouveau titulaire.

Dans le cas où la cession du marché public ne pourrait s'opérer dans les conditions fixées à l'article R.2194-6 2° du code de la commande publique, le marché public pourra être résilié de plein droit par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

ARTICLE 13. MESURES PRISES EN FAVEUR DE LA PROTECTION ET DE LA VALORISATION DE L'ENVIRONNEMENT

13.1. CONSIDERATIONS GENERALES

Dans le cadre de l'exécution du présent marché le titulaire s'engage à adopter une démarche écoresponsable à chaque étape de la prestation. À ce titre, il devra respecter les engagements suivants :

Engagement en faveur de produits écoresponsables :

Tout au long de l'exécution du présent marché, le titulaire s'engage, dans la mesure du possible, à privilégier l'utilisation de produits à faible impact environnemental et à forte valeur éthique. Cette démarche inclut notamment les produits issus de l'agriculture biologique (www.agencebio.org), ainsi que ceux provenant de la pêche ou de l'aquaculture durables, en particulier les poissons élevés ou capturés selon des méthodes respectueuses de l'environnement. Le titulaire s'attachera également à favoriser les produits d'élevage répondant à des normes élevées en matière de bien-être animal. Par ailleurs, une attention particulière sera portée à la sélection de produits de saison, issus de circuits courts ou d'origine locale, ainsi qu'à ceux bénéficiant du commerce équitable, afin de promouvoir une consommation qualitative et durable. Les signes distinctifs de qualité et de durabilité retenus sont ceux reconnus par la loi EGalim.

Réutilisation et limitation des matériaux :

Dans un souci d'économie circulaire et de réduction des déchets, le titulaire devra favoriser l'utilisation de matériaux réutilisables, notamment pour les contenants, couverts, plateaux et verres, dans la mesure du possible, notamment lors de prestations récurrentes ou de livraisons sur site. Cette approche vise à limiter le recours aux emballages à usage unique et à réduire l'empreinte environnementale liée à la gestion des déchets.

Réduction de l'usage du plastique :

Le recours aux emballages plastiques dans le cadre du présent marché est strictement encadré. Les types d'emballages utilisés devront être conformes aux normes sanitaires, d'hygiène et de sécurité en vigueur.

Conformément aux dispositions de la loi EGAim, l'utilisation de bouteilles d'eau en plastique ainsi que la mise à disposition d'ustensiles à usage unique en matière plastique sont interdites dans le cadre du présent marché.

Le titulaire indique dans son offre sa capacité à se conformer à l'obligation prévue par la loi EGAim à compter du 1er janvier 2028, à savoir l'interdiction de l'utilisation de contenants alimentaires en matière plastique destinés à la cuisson, au réchauffe ou au service.

Par ailleurs, le titulaire précise dans son offre la proportion de plastique utilisée dans ses conditionnements, et justifier le recours à des matériaux alternatifs respectueux de l'environnement. Doivent être notamment privilégiés les matériaux biodégradables, biosourcés, recyclés ou recyclables, en cohérence avec les objectifs de réduction de l'empreinte écologique des prestations.

Produits d'entretien et d'hygiène à faible impact environnemental :

Concernant l'entretien et l'hygiène, le titulaire est tenu d'utiliser des produits ayant un faible impact environnemental, tels que des produits écologiques ou biosourcés, ou, à défaut, présentant les caractéristiques les moins nocives pour l'environnement.

Les produits d'entretien et d'hygiène se retrouvant dans le panel valorisé et certifié par l'ADEME «excellent choix» et « très bon choix » (<https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/3997-produit-d-entretien-et-nettoyage-impacts-environnementaux-et-labels.html>) seront valorisés.

La liste complète et détaillée des produits d'hygiène que le titulaire prévoit d'utiliser est communiquée clairement dans son offre, afin de garantir la transparence et le respect des exigences environnementales du marché.

Lutte contre la déforestation importée :

En application de la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée, le titulaire est :

- Tenu de limiter au maximum le recours à des produits industriels dont la confection a nécessité l'utilisation d'huile de palme et de coco. Dans tous les cas, le titulaire signale à l'Inserm les produits contenant de l'huile de palme ou de coco et fournit les éléments de traçabilité sur l'origine des huiles. Il doit garantir que ces dernières ne sont pas responsables de déforestation importée.
- S'engage à abandonner progressivement les produits laitiers dont la filière utilise une alimentation des animaux responsable de déforestation importée en particulier le soja importé de certains pays.

Relations fournisseurs et approvisionnement responsable :

Le titulaire s'engage à entretenir des partenariats durables, responsables et transparents avec l'ensemble des acteurs de sa chaîne d'approvisionnement. Il devra garantir la traçabilité des produits, favoriser l'intégration de circuits courts lorsque cela est possible, et veiller au respect des critères sociaux et environnementaux tout au long de la chaîne.

Labels et certifications environnementales et sociales :

Le titulaire précise dans son offre les labels et certifications environnementales ou sociales détenus, qu'ils concernent les denrées alimentaires, les emballages ou l'organisation globale de son activité.

En cas d'évolution de la réglementation environnementale applicable au périmètre du présent marché au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de se conformer à ces nouvelles obligations. Il doit informer l'Inserm des modalités de mise en œuvre de ces évolutions dans le cadre du marché.

Les modalités selon lesquelles le titulaire répond à ces demandes sont précisées dans son offre.

13.2. MODALITES DE LIVRAISON ECORESPONSABLES

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire est tenu d'assurer les livraisons au moyen de solutions de transport à faible impact environnemental, telles que :

- la mise en place d'une cyclologistique (vélos cargos ou tout autre mode de transport actif ou non motorisé adapté aux marchandises),
- ou l'utilisation de véhicules électriques ou de véhicules à émissions nulles ou très faibles.

Tout candidat ne prévoyant aucun mode de transport à faible impact environnemental dans son offre verra celle-ci déclarée irrégulière.

Le titulaire indiquera dans son offre le pourcentage de livraisons réalisées au moyen de transports à faible impact environnemental auquel il s'engage.

Il devra être en mesure de fournir à tout moment, et sur simple demande de l'Inserm, tout justificatif attestant du respect de cette obligation.

En cas de manquement constaté, et après mise en demeure restée sans effet, l'Inserm se réserve le droit d'appliquer les sanctions prévues à l'article 14.4 du présent CCAP, pouvant aller jusqu'à la résiliation du marché.

Les modalités mises en œuvre pour limiter les émissions de gaz à effet de serre lors des livraisons sont détaillées dans l'offre du titulaire.

Dernier kilomètre à vélo :

Une attention particulière est portée à l'existence d'une politique d'entreprise en matière de logistique décarbonée du dernier kilomètre à vélo.

La logistique du dernier kilomètre à vélo désigne l'organisation et la réalisation du transport de marchandises à vélo ou vélo cargo lors de la dernière étape de la livraison, c'est-à-dire depuis un point de distribution (entrepôt, hub logistique, point relais, etc.) jusqu'au destinataire final. Cette démarche vise à limiter les émissions de gaz à effet de serre, la congestion urbaine et les nuisances environnementales, tout en favorisant un mode de livraison durable.

13.3. GESTION DES DECHETS ISSUS DES PRESTATIONS DU MARCHE

Le titulaire est responsable de la récupération et de la gestion de l'ensemble des déchets générés dans le cadre de l'exécution des prestations, et ce pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Lors de l'organisation d'événements, le titulaire s'engage à respecter les consignes de tri en vigueur sur le site d'intervention. En l'absence de telles consignes, il lui appartient de mettre en place un dispositif de collecte sélective adapté aux types de déchets produits.

Le titulaire veille à la bonne exécution de l'ensemble des opérations de gestion des déchets, incluant la collecte, le transport, l'entreposage, le tri éventuel et le traitement, dans le respect des dispositions réglementaires en vigueur. Ces opérations doivent être réalisées vers des installations dûment agréées.

Le titulaire favorise une politique de don des produits non consommés au bénéfice d'associations caritatives, sous réserve que ces produits n'aient pas subi de rupture de la chaîne du froid.

Les modalités concrètes de mise en œuvre de ces obligations sont clairement précisées dans l'offre du titulaire.

La prestation de récupération et de gestion des déchets est incluse dans le prix de livraison prévu au bordereau des prix unitaires. (BPU)

À la demande de l'Inserm, le titulaire devra fournir tout justificatif attestant de la traçabilité et de la conformité du traitement des déchets, notamment les bordereaux de suivi des déchets (BSD).

À défaut de transmission des documents justificatifs demandés, et après une mise en demeure restée infructueuse, l'Inserm se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues à l'article 14.4 du présent CCAP.

13.4. INFORMATION DES CONVIVES SUR LA QUALITE ENVIRONNEMENTALE DES PRESTATIONS

Lors de l'exécution des prestations, et sur demande de l'Inserm, le titulaire est tenu d'informer les convives sur la qualité environnementale des services proposés. Cette information doit notamment porter sur :

- La qualité et l'origine des produits alimentaires utilisés ;
- Les actions de lutte contre le gaspillage alimentaire et le don des produits non consommés ;

- La qualité environnementale des contenants, vaisselles et emballages ;
- La politique de réduction de la production de déchets, en particulier des déchets non alimentaires ;
- La gestion responsable des déchets, incluant la destination des déchets collectés et leur valorisation.

Une attention particulière devra être portée à la valorisation des offres végétariennes proposées aux convives.

Dans tous les cas, l'origine géographique des principaux produits composant la prestation devra être indiquée, ainsi que les labels EGalim reconnus par l'INAO (<https://www.inao.gouv.fr/>).

13.5. *CLAUSE SOCIALE D'INSERTION – RECOURS AUX PRESTATAIRES ESAT/EA*

Afin de favoriser l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap, le titulaire est invité à recourir, pour tout ou partie de l'exécution du marché, à des structures relevant du secteur adapté ou protégé, telles que les Établissements ou Services d'Aide par le Travail (ESAT) ou les Entreprises Adaptées (EA).

Les modalités de mise en œuvre de cette disposition (prestations concernées, partenaires envisagés, volume estimatif, etc.) sont précisées dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 14. PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles est susceptible de donner lieu à l'application de pénalités.

Ces pénalités sont appliquées de plein droit, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit requise.

Elles ne revêtent aucun caractère libératoire : le titulaire demeure tenu à l'exécution intégrale de ses obligations contractuelles, y compris celles ayant donné lieu à l'application de pénalités.

14.1. *PENALITES POUR RETARD*

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Une pénalité de 15% du montant hors taxe de la commande est appliquée par heure de retard au-delà de la trentième minute de retard sur l'horaire prévue.

Toute heure de retard commencée est considérée comme entière.

14.2. *PENALITES POUR LIVRAISON INCOMPLETE OU NON-CONFORME AUX EXIGENCES DU MARCHE*

Si une livraison est incomplète ou non-conforme, pour tout ou partie, aux indications de la commande ou des exigences du marché, une pénalité de 20 % du montant hors taxe de la commande est appliquée

14.3. *PENALITE POUR RETARD DE TRANSMISSION DES STATISTIQUES*

Le non-respect du délai de transmission des statistiques annuelles prévue à l'article XX du présent CCAP entraîne le paiement d'une pénalité forfaitaire de 100 euros de retard par jour ouvrés au-delà de 15 jours ouvrés après la date anniversaire de la période concernée.

14.4. *PENALITE POUR NON-RESPECT DES OBLIGATIONS RELATIVE A LA CLAUSE ENVIRONNEMENTALE*

Le non-respect des engagements écoresponsables énoncés à articles 14 du présent CCAP entraîne le paiement des pénalités suivantes :

- **250 € par manquement constaté** aux obligations relatives à l'approvisionnement durable, à la réduction de l'usage du plastique, à l'utilisation de produits d'entretien à faible impact environnemental, ou à la gestion des déchets ;
- **500 € par livraison non conforme** aux modalités de transport à faible impact environnemental, notamment en cas d'absence de recours à une logistique décarbonée ou à des véhicules à faibles émissions, sans justification recevable ;
- **100 € par jour de retard** dans la transmission des documents justificatifs exigés au-delà du délai imparti par l'Inserm ;
- **150 € par prestation** lorsque les informations environnementales destinées aux convives n'ont pas été transmises ou affichées, malgré la demande de l'administration.

14.5. *PENALITE EN CAS DE NON-RESPECT DE LA CLAUSE SOCIALE D'INSERTION*

En cas d'engagement, dans son offre, à recourir à un prestataire relevant du secteur protégé ou adapté (ESAT ou EA), le non-respect de cet engagement imputable au titulaire entraînera l'application de pénalités.

Les pénalités seront calculées comme suit :

200 € par mois de non-exécution de l'engagement.

14.6. *PLAFONNEMENT DES PENALITES*

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités encourues est plafonné à **20%** de la valeur totale des prestations cumulée depuis le début d'exécution du marché.

14.7. PROCEDURE D'AGREMENT

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Le titulaire a l'obligation de s'assurer que ses sous-traitants respectent les obligations énoncées dans le présent document et leur sont applicables.

A cette fin, le titulaire doit préalablement informer l'Inserm par écrit des raisons du recours envisagé à un sous-traitant. L'Inserm se réserve le droit de refuser le sous-traitant ou de l'autoriser. Le refus d'agréer un sous-traitant doit être justifié.

En tout état de cause, le titulaire s'engage à insérer dans les documents contractuels régissant ses rapports avec son sous-traitant, l'obligation pour celui-ci de respecter l'ensemble des règles de protection de la sécurité des données et systèmes d'information auxquelles le titulaire est lui-même soumis aux termes du présent marché.

Les dispositions de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et celles du chapitre III du titre IX du livre Ier de la deuxième partie du Code de la commande publique sont applicables.

La notification du marché vaut acceptation du sous-traitant déclaré au moment de la remise de l'offre.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'Inserm, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne :

- la nature des prestations sous-traitées envisagée,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au soustraitant,
- les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix,
- les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'Inserm doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'Inserm est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'Inserm lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande.

14.8. MODALITES DE PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement qui est de trente (30) jours conformément à l'article 9.6.1 du présent CCP.

ARTICLE 15. ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE

Le titulaire doit avoir contracté une assurance, valable pour la durée du marché, auprès d'une compagnie d'assurance agréée au sens des articles R 321-1 et suivants du Code des Assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

L'assurance du titulaire doit garantir la responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle, incluant la responsabilité civile après travaux ou livraison du titulaire en couvrant les dommages matériels, immatériels et corporels pouvant être causés à l'Inserm ainsi qu'aux tiers, par tout événement intervenant dans le cadre de l'exécution du présent marché, et notamment par le fait des produits, du personnel ou des collaborateurs du titulaire, de façon à faire bénéficier l'INSERM dans tous les cas de mise en jeu de la responsabilité du titulaire, d'une indemnisation pécuniaire.

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'Inserm en cas d'inexécution.

Le titulaire doit pouvoir fournir, sur la demande de l'INSERM une attestation de la police d'assurance souscrite ainsi que des justificatifs de renouvellement de cette police.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

ARTICLE 16. RESILIATION

L'Inserm peut mettre fin à l'exécution des prestations avant l'achèvement de celle-ci conformément aux dispositions du chapitre 7 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS, la résiliation du marché n'ouvre droit à aucune indemnité pour le titulaire.

ARTICLE 17. DIFFERENDS – LITIGES

Tout litige résultant de l'exécution du présent marché et ne pouvant être réglé à l'amiable, est soumis à la juridiction suivante :

Tribunal administratif de Paris :

7,rue de Jouy

75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 0144594400

Seul le droit français est applicable.

ARTICLE 18. DEROGATIONS AU CCAG-FCS.

ARTICLES DU CCAP	ARTICLES DU CCAG-FCS
7	4.1
9.2	5.1
11.2	38
12.3	3.7.2
14.1	14.1.1
14.6	14.1.2
16	38 et 42

FIN DU DOCUMENT.